

Contraindre les citoyens pour sauver la planète?

La Libre Belgique - 06 déc. 2018

Abonnés Entretien: Clément Boileau Publié le jeudi 06 décembre 2018 à 09h39 - Mis à jour le jeudi 06 décembre 2018 à 13h26

Ripostes Dimanche dernier, la marche pour le climat mobilisait environ 70 000 personnes à Bruxelles. Juste avant la Cop24, qui se tient ces jours-ci à Katowice (Pologne). Le slogan ? Une transition juste. Mais celle-ci est-elle possible sans faire peser d'énormes contraintes sur les citoyens ?

Oui pour Yvan Dutil, astrophysicien, candidat pour le Parti vert aux élections fédérales canadiennes en 2011.

© Twitter

Si nous ne nous imposons pas des contraintes drastiques rapidement, la nature s'en chargera. Pour commencer, nous devons nous faire à cette idée : nos ressources sont limitées et notre énergie aussi. Il faut sortir du marketing politique.

"Moins il y aura d'humains à nourrir et à loger, moins le problème sera grand", avez-vous écrit pour l'Agence Science-Presse. Doit-on nécessairement passer par de telles contraintes pour limiter notre impact environnemental ?

La démographie, c'est un problème qu'on connaît depuis les années 70. Les vieux écologistes peuvent plaider le fait qu'ils ne savaient pas - certains, comme le commissaire au développement durable au Québec Harvey Mead le disent : ils ont perdu du temps pendant quarante ans.

Le problème, c'est qu'on est à côté de la plaque sur les capacités de la planète, qu'on pourrait repousser. Ce n'est pas vrai. Sa capacité portante nous impose certaines contraintes, comme la maximisation des infrastructures existantes.

Vous écrivez qu'une véritable transition écologique nécessite de ne plus prendre l'avion, de ne plus consommer de viande rouge, de ne plus conduire, même une voiture électrique... Comment faire accepter tout cela sans mesures coercitives ?

Le problème est psychologique et concerne l'acceptation des limites de la planète. Lesquelles ne sont pas visibles pour le citoyen, ou le consommateur. Prenez la destruction de la couche d'ozone : c'est parfaitement observable. J'ai travaillé dans un laboratoire de télédétection atmosphérique pendant deux ans et je l'ai constaté tous les jours. Mais pour le citoyen, c'est un concept externe, invisible. Et c'est la même chose pour la destruction de la biodiversité, l'épuisement des stocks de poissons, etc. La limite n'est pas apparente, tant que les gens pêchent toujours du poisson.

De nombreuses civilisations se sont fait avoir par les deux mêmes choses : l'épuisement des ressources associé à un rendement décroissant de ces ressources. Les contraintes qui en découlent vont apparaître d'elles-mêmes.

Pourquoi n'arrivons-nous pas à nous imposer ces contraintes en amont ?

Une contrainte est toujours vue comme quelque chose qu'on peut tasser. Si je demande une loi sur le développement durable au Québec, théoriquement, les trois-quarts des projets gouvernementaux sont affectés. Mais en réalité, ça ne les remet pas en question...

La première erreur que l'on fait, c'est de ne pas le dire clairement : "voici le problème tel qu'il se présente". Pour toutes sortes de raisons, on est retombé dans la mode classique environnementale contre la pollution. C'est du marketing politique. C'est beaucoup plus difficile de dire : "Il y a une limite à ce qu'on peut faire". Ça fait mal et ce n'est pas très populaire comme discours. Ce n'est pas quelque chose qu'on a beaucoup entendu au cours des derniers siècles.

Nos économies libérales, tournées vers le progrès, sont-elles une entrave à la mise en place de mesures durablement contraignantes ?

Prenons la lutte contre le changement climatique : c'est devenu une opposition entre le libéralisme économique et l'anticapitalisme. Dans un monde idéal, on dirait : "Voici la contrainte" et l'on vivrait avec. Mais ce n'est pas ainsi que l'enjeu est présenté. Le fait qu'on veuille avoir une maison, qu'on aime voyager ou manger de la viande, on nous répète que c'est une construction sociale. Ce n'est pas vrai. Il y a des éléments d'instinct, de confort, qui nous poussent à cette situation. Il se trouve que quand il y a beaucoup de ressources, le capitalisme se développe. Mais que l'on soit capitaliste ou anticapitaliste, la contrainte sera la même au final. La nature se fout pas mal de ce qu'on pense...

Entretien : Clément Boileau

La "collapsologie a le vent en poupe

Définition. La "collapsologie" désigne l'étude de l'effondrement de la société thermo-industrielle et ses conséquences. Ce néologisme a été inventé par les chercheurs français Pablo Servigne et Raphaël Stevens en 2015, année de parution de leur essai

Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes. Très influencé par les travaux du Club de Rome et en particulier le rapport Meadows, qui décrit les limites de la croissance dans un monde fini, l'ouvrage s'est petit à petit hissé dans les meilleures ventes d'essais-documents.

Soutiens et critiques. Si les travaux de Pablo Servigne et Raphaël Stevens ont reçu quelques soutiens de poids, comme celui de l'ancien ministre de l'Écologie français Yves Cochet, la collapsologie en tant que discipline scientifique à part entière essuie aussi quelques critiques, en particulier à cause de son caractère transdisciplinaire. Les données sur lesquelles la collapsologie s'appuie sont

en effet issues de disciplines scientifiques nombreuses et variées : l'écologie, l'économie, la sociologie, la psychologie, l'agriculture, la démographie, la politique, l'histoire, la santé, le droit ou l'art... entre autres.

Non pour Marie-Christine Marghem, ministre fédérale de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable

© Flemal

Changer son mode de vie n'est pas nécessairement quelque chose d'anxiogène. À condition de sensibiliser tout en restant juste. Attention à la tentation de la réglementation qui s'impose, à l'absence de dialogue, bref, à une forme d'autoritarisme.

Doit-on sacrifier tout confort pour limiter notre impact sur l'environnement ?

Pas si le confort et le développement technologique fournissent les moyens d'éliminer les gaz à effet de serre, de préserver la biodiversité, de consommer durablement ce qui nous est nécessaire pour vivre, de s'entourer de choses nécessaires comme la maison, le transport, etc.

Très concrètement, si l'on prend l'exemple du transport aérien, qui figure parmi les premières causes d'émission de CO2 au niveau mondial : ne faut-il pas simplement contraindre les gens à ne plus prendre l'avion ?

Il faudrait faire une loi climatique en Belgique, qui transcende tous les clivages politiques et dans laquelle nous pourrions reprendre une série d'éléments comme la taxation des transports aériens. On pourrait l'envisager. Mais naturellement, prendre une mesure coercitive comme celle-là, qui vise à dissuader un comportement, va aussi créer des difficultés dans la société, entre ceux qui ont les moyens de se payer un voyage en avion et ceux qui n'ont pas ces moyens. De plus, au niveau national, ce type de politique n'a d'effet que si elle est prise sur un plan global. C'est-à-dire au moins européen, sinon mondial.

Pourtant, au dernier Conseil des ministres de l'UE, la Belgique a voté contre une proposition de directive sur l'efficacité énergétique et s'est abstenue en ce qui concerne les énergies renouvelables...

Dans notre pays, il est clair qu'il y a une régionalisation poussée des compétences, notamment sur l'efficacité énergétique - compétences qui n'existent presque plus au fédéral. Or, les trois régions ont freiné des quatre fers, lors de la coordination politique destinée à forger le point de vue belge sur ce plan, parce que c'était un effort trop important pour elles. Et donc, elles se cachent derrière le fédéral qui, sur cette politique-là, n'est que le porte-parole d'une position belge qui n'est pas encore assez ambitieuse.

Justement, la lenteur administrative, juridique, et parfois politique, n'est-elle pas un frein à la mise en place de mesures contraignantes ?

Le politique est dans son rôle quand il produit de la réglementation. Cette réglementation est nécessaire pour que tous les citoyens d'un territoire soient placés dans les mêmes conditions. Mais il faut toujours avoir une vision sociale de la transition : celle-ci doit être juste - c'est d'ailleurs le slogan de la Cop 24. On peut donc contraindre, mais aussi sensibiliser ; et sensibiliser consiste à montrer que dans toute difficulté, il y a une opportunité. Changer son mode de vie, ce n'est pas nécessairement quelque chose d'anxiogène. C'est aussi la possibilité d'aller vers autre chose.

Mais est-il encore temps d'essayer de sensibiliser ?

Quand vous voulez ordonner un chemin de transition sur un territoire parce que vous avez un mandat de la population, il est difficile de ne pas passer par un minimum de consultation et d'échange soutenu par le travail des experts. C'est normal dans une démocratie. Moi-même, je l'ai ressenti à plusieurs reprises : comment faire pour ne pas toujours passer par les processus traditionnels, louables, certes, mais qui prennent du temps - que nous n'avons pas. Mais attention à la tentation de la réglementation qui s'impose, à l'absence de dialogue : on ne peut pas verser dans un système autoritariste. Gardons les piliers bien visibles de notre démocratie.

Ct.B.

L'écologie joyeuse, c'est possible ?

À gauche et à droite. "Dans sa forme caricaturale, l'écologie punitive semble se résumer à une liste d'interdits et de privations", écrit le journaliste et militant écologiste Olivier Blond au début de son essai

Pour en finir avec l'écologie punitive. Une forme d'écologie stérile qui, précise-t-il, a été dénoncée à gauche comme à droite.

"La punition s'instaure au détriment d'une personne ou d'un groupe ; elle se dresse contre ses intérêts immédiats"

, poursuit l'auteur, qui plaide pour une écologie plus juste, plus incitative et moins répressive envers les plus démunis.

Mot d'ordre. Mais l'écologie non punitive séduit aussi certains économistes libéraux. Ainsi, Nicolas Bouzou ne voit pas de contradiction entre croissance et préservation de l'environnement : "

Notre objectif collectif est donc bien de réduire rapidement et drastiquement les émissions de CO2 en évitant deux écueils : le socialisme écologique et la décroissance"

, a-t-il écrit dans une tribune du

Figaro: "Prétendre que l'on résoudra nos problèmes écologiques en refaisant le chemin en arrière, du papier vers l'arbre, est un contresens anthropologique."

